



Grain de Sable n° 548

12 avril 2006

APPEL INTERNATIONAL CONTRE LE REACTEUR NUCLEAIRE EPR

1.- ATTAC A SIGNE L'APPEL INTERNATIONAL CONTRE LE REACTEUR NUCLEAIRE EPR

Les 15 et 16 avril 2006, à Cherbourg, se tient une démonstration internationale (<http://www.stop-epr.org/index.php>) contre la mise en chantier, prévue en 2007, d'une nouvelle centrale électronucléaire, de type EPR (European pressurized reactor), à Flamanville (Manche).

Par Attac France

2.- LE REcul DU GOUVERNEMENT SUR LE CPE EST UNE PREMIERE VICTOIRE, MAIS LE MAL N'EST PAS ERADIQUE !

La mobilisation intergénérationnelle, de la jeunesse, lycéens, étudiants, des salariés, de l'entité syndicale la plus large et des chômeurs a gagné : elle a fait reculer un gouvernement arrogant, autoritaire et répressif. Il a été contraint de supprimer le CPE (article 8 de la loi sur « l'égalité des chances »).

Par Attac France

1.- ATTAC A SIGNE L'APPEL INTERNATIONAL CONTRE LE REACTEUR NUCLEAIRE EPR

Les 15 et 16 avril 2006, à Cherbourg, se tient une démonstration internationale (<http://www.stop-epr.org/index.php>) contre la mise en chantier, prévue en 2007, d'une nouvelle centrale électronucléaire, de type EPR (European pressurized reactor), à Flamanville (Manche).

Cette centrale, qui devrait démarrer en 2012, est un " démonstrateur ", destinée à valider techniquement le projet. La Direction générale de l'énergie et des matières premières (DGEMP), EDF et le fabricant, Areva envisagent, pour la France, la construction d'une vingtaine de centrales de ce type en remplacement des centrales actuelles à l'horizon 2030. Areva souhaite également exporter ce type de centrales vers la Chine (où un échec des négociations est prévisible, ce pays souhaitant plus acquérir des savoir faire technologiques que des réalisations " clés en main "), l'Inde, le Brésil et les Etats unis. Un premier contrat a été signé pour une centrale avec la Finlande. Attac participe au rassemblement de Cherbourg et a signé l'appel demandant l'arrêt du projet. Cette prise de position appelle quelques explications et précisions.

Attac n'a pas de position absolue pour ou contre l'énergie d'origine nucléaire, d'une part ce n'est pas l'objet de l'association de prendre position sur tous les choix techniques, d'autre part il n'y a pas consensus entre ses adhérents sur cette question.

Attac s'est pourtant prononcée en octobre 2003 pour un moratoire à la mise en chantier rapide d'une nouvelle série de centrales électronucléaires de type EPR, les raisons invoquées à l'époque sont toujours d'actualité (sauf un " retard " dans la privatisation d'Areva !) :

- Les projets en matière d'énergie impliquent des choix à très long terme, la durée de vie d'une centrale est, suivant les hypothèses, comprise entre trente et soixante ans, des décisions dans ce domaine engagent donc les générations futures. Bien que ne rejetant que peu de gaz à effet de serre, les techniques nucléaires posent des problèmes environnementaux et de société (sécurité des installations) bien connus et à bien plus long terme encore. Toute décision dans ce domaine ne peut être prise qu'à la

suite d'un débat démocratique le plus large possible, engageant toutes les composantes de la société.

- De l'avis même des experts qui se sont penchés sur cette question, la situation d'urgence semble sujette à caution et dépendre fortement des scénarios envisagés tant dans les méthodes de production que dans les mesures de maîtrise de la consommation qui pourraient être prises. L'énergie électrique ne peut être isolée de l'ensemble des besoins en énergie, incluant le chauffage des locaux et les transports.

- Nombre de déclarations officielles laissent penser que l'urgence de la mise en chantier de nouvelles centrales électronucléaires est fortement suggérée par ceux qui voudraient voir se constituer un pôle industriel privé, spécialiste mondial dans ce domaine, autour d'Areva, qui perdrait son caractère d'entreprise à capitaux publics par un désengagement de l'état au profit des marchés boursiers au cours de l'année 2004, et de groupes privés comme Siemens. Les marchés visés sont l'Europe (Finlande, Europe centrale) et les pays émergents d'Asie (Chine, Inde). Le rôle des futures centrales envisagées serait de servir de démonstrateurs commerciaux pour ces sociétés.

- La privatisation des sociétés chargées de la fabrication et de l'entretien des réacteurs pose de multiples questions concernant la sécurité, ne nous trouverions pas en face d'une privatisation de la rente accompagnée d'une socialisation des risques ?

- Les questions énergétiques se posent à l'échelle mondiale, nous ne saurions restreindre le débat à des choix technologiques nationaux, l'avenir de la planète est en jeu.

Le débat démocratique auquel nous appelions en 2003 n'a pas eu lieu, il a été remplacé par une opération de communication en faveur de l'EPR, lancée en même temps qu'était prise la décision de construire un démonstrateur à Flamanville, dans la Manche. Il est donc légitime qu'Attac participe à la démonstration de Cherbourg, les 15 et 16 avril 2006, contre la mise en chantier immédiate de l'EPR. Cette participation ne constituant pas une prise de position " contre le nucléaire " en général.

Depuis un peu plus de deux ans, de nombreuses publications ont confirmé le bien fondé de notre opposition à ce projet :

- Les prévisions de demande, établies par RTE (établissement public chargé de la gestion du transport de l'électricité, issu du démantèlement d'EDF) et l'obsolescence du parc actuel de centrales électronucléaires montrent que la mise en service de nouvelles centrales de ce type s'impose pas pour satisfaire les besoins en électricité avant 2025, même en acceptant des conditions économiques d'exploitation très défavorables (moins de 50% d'utilisation). Dans des conditions économiques plus réalistes, le remplacement des centrales actuelles devrait intervenir à partir de 2030, ce qui laisse une dizaine d'année de réflexion sur les choix énergétiques à prendre. Ce délai de grâce pourrait être mis à profit pour lancer un vaste programme national et européen de maîtrise de la consommation électrique : réhabilitation des bâtiments, mises aux normes actuelles des équipements, etc.

- Le choix de la Manche, département qui exporte déjà environ 30% de sa production électrique, pour l'implantation d'une telle centrale, imposera de construire un nouveau couloir de lignes à très haute tension de 150 kilomètres, pour écouler l'excédent supplémentaire d'énergie hors de ce département, à 300 kilomètres du lieu de production. Sans parler des pertes considérables engendrées par un transport sur de telles distances, ce couloir rencontre de très fortes oppositions, notamment de la part des agriculteurs, parmi les populations des territoires traversés par ces futures lignes.

- L'incertitude sur les coûts réels du démantèlement des installations en fin de vie conduira inexorablement les opérateurs privés à ne conserver du nucléaire que la rente, en laissant à la charge de l'Etat les externalités négatives liées à ce démantèlement : décontamination des lieux et gestion des déchets ultimes. Ces opérations engagent les générations futures, bien au-delà de la durée prévisible d'une entreprise privée, quelle qu'elle soit. Les premières opérations de déconstruction programmées à l'échelle industrielle, notamment en Grande Bretagne, laissent apparaître des coûts (100 milliards d'euros pour une vingtaine d'installations, la France comporte 58

tranches en exploitation...) qui d'une façon ou d'une autre devront être pris en charge par la collectivité.

La destruction accélérée des services publics, dont la privatisation d'EDF est un élément central en France, fait courir des risques considérables aux populations et aux salariés qui conduisent et entretiennent les centrales nucléaires, comme en témoignent de récents incidents. Les exigences de rentabilité financière à court terme, exigées par les actionnaires, conduisent à privilégier, pour l'entretien, la sous-traitance à des entreprises qui ne se préoccupent ni de la formation de leurs salariés, souvent embauchés sur des emplois précaires ni de la sécurité des installations (80 % de la maintenance du parc EDF est sous-traitée, 86% des salariés de la sous-traitance du nucléaire veulent quitter cette industrie, les salariés intérimaires représentent 30% des effectifs, source Sud énergie). Le développement des centrales nucléaires dans ce contexte de privatisation relève de la pure folie.

Par Attac France

2.- LE REcul DU GOUVERNEMENT SUR LE CPE EST UNE PREMIERE VICTOIRE, MAIS LE MAL N'EST PAS ERADIQUE !

La mobilisation intergénérationnelle, de la jeunesse, lycéens, étudiants, des salariés, de l'entité syndicale la plus large et des chômeurs a gagné : elle a fait reculer un gouvernement arrogant, autoritaire et répressif. Il a été contraint de supprimer le CPE (article 8 de la loi sur « l'égalité des chances »). Les 3 millions de personnes qui ont manifesté, les lycéens et les étudiants qui ont mené sans relâche des actions durant ces dernières semaines, les militants d'Attac qui ont participé à ces mobilisations, peuvent se réjouir de ce résultat.

Toutefois ce recul du gouvernement ne doit pas être l'arbre qui cache la forêt, le gouvernement et le MEDEF ne renonçant aucunement à leur objectif de précarisation de l'emploi et de destruction du Code du Travail. Mais la victoire populaire sur le CPE et le

rapport des forces qui l'a imposée leur rendent la tâche plus difficile.

D'ailleurs, la loi sur « l'égalité des chances » n'est pas abrogée. Or elle contient de dangereuses mesures, l'apprentissage à 14 ans, l'autorisation du travail de nuit à 15 ans, le chantage à la suppression des allocations familiales, etc.

- Le CNE, lui, est adopté depuis août 2005. Or, il contient les mêmes tares que le CPE puisqu'il institue le salariat précaire, jetable, une main d'œuvre pas chère et corvéable à souhait.

- La refonte des Zep (zones d'éducation prioritaire), qui est présentée par le gouvernement Chirac-De Villepin-Sarkozy comme une réponse palliant les inégalités scolaires, est en réalité une anarque. Ce sont, en effet, les Zep/EP3 qui réduiront leurs moyens en fournissant des heures d'enseignement aux Zep/EP1 situées dans les quartiers encore plus en difficulté. Sous couvert de solidarité, le gouvernement veut opposer les plus exclus aux exclus, les plus pauvres aux pauvres....

Nous ne nous faisons aucune illusion. La politique gouvernementale continuera par tous les moyens à chercher à imposer la précarité, la remise en cause des droits du travail et des acquis sociaux. Tout simplement parce qu'elle procède de la même logique néolibérale que celle mise en œuvre par l'Union européenne, dans le cadre de la stratégie de Lisbonne.

Avec les organisations étudiantes, lycéennes et les syndicats, Attac exige l'arrêt des poursuites contre les manifestants incarcérés et/ou inculpés.

Nous avons dit NON au TCE, NON à la Directive Bolkestein, NON au CPE.

Nous continuerons de dire NON : à la précarité, au néolibéralisme.

Les soutiens que le mouvement anti CPE a reçu de la part des mouvements sociaux des pays européens et des Attac d'Europe nous encouragent à

poursuivre la résistance et les mobilisations.

Pour maintenir la pression, Attac appelle à la mobilisation de toutes et tous.

Le Bureau d'Attac France,
Montreuil, le 11 avril 2006

Alliot-Marie saute sur Minatec **La ministre de la Guerre passe les nécrotechnologies en revue**

Vendredi 24 mars 2006, à 68 jours de l'inauguration de Minatec, Alliot-Marie, ministre de la Guerre, vient reconnaître le terrain pour Chirac et passer en revue les nécrotechnologies grenobloises : CRSSA (Centre de recherche du service de santé des armées de La Tronche) et Minatec. *"A l'occasion de cette visite, Michèle Alliot-Marie rencontrera les médecins et les chercheurs du service de santé des armées engagés dans la recherche sur les neurotoxiques de guerre, la thérapie cellulaire, la lutte contre le bio-terrorisme, ainsi que les chercheurs et ingénieurs du CEA (pôle MINATEC) impliqués dans le programme de lutte contre le terrorisme NRBC"* (service de presse interministériel). Ainsi confirme-t-elle avec éclat ce que nous n'avons cessé de répéter depuis des années en dépit des dénégations des chercheurs, de la gauche écolo-citoyenne, des chercheurs de gauche écolo-citoyens : on prépare la guerre au CRSSA, on prépare la guerre à Minatec. Cette fois les masques tombent avec fracas, il n'est plus question de gadgets électroniques pour consommateurs de la Fnac ni de cosmétiques à base de nanoparticules. La ministre vient proclamer l'enjeu militaire des nano et biotechnologies.

Nul doute qu'elle nous assomera de l'habituelle propagande : "défense nationale, "maintien de la paix", "guerre humanitaire", "lutte contre le terrorisme". La première victime d'une guerre c'est la vérité. Mais finalement ne se laissent abuser que ceux qui veulent l'être. Sans doute la racaille au pouvoir fait la guerre. Expéditions africaines. Supplétifs en Afghanistan. Trafics d'armes internationaux, en particulier avec les dictatures. Cette guerre n'est pas la nôtre. Ces arsenaux de recherche ne servent pas à nous défendre ; au contraire on y figole aussi (d'abord ?) les armes du contrôle social. En toute transparence bien entendu. Comme pour les essais nucléaires, dont on découvre 40 ans après les ravages sur les populations et les personnels civils et militaires du Pacifique et du Sahara. Comme pour les programmes secrets d'armement biologique entre 1921 et 1972 ou ceux toujours poursuivis au centre du Bouchet et inaccessibles à la presse¹. Que s'imaginent les médiatiques accrédités et badgés qui vont arpenter les couloirs balisés du CRSSA derrière la ministre ? Que cette visite au pas de course est un brevet d'information ?

Le programme de visite d'Alliot-Marie ressemble à un sommaire de Pièces et Main d'œuvre.

- 10h : CRSSA.

Spécialisé dans les armes NBC (nucléaires, biologiques et chimiques), le CRSSA étudie depuis des années les radiations ionisantes, les virus, les gaz toxiques, la résistance au combat (froid, chaleur, sommeil, altitude) - pour nous protéger disent ses responsables². Ce qui n'est qu'un demi-mensonge dans un domaine où les mêmes études servent à fabriquer le poison et le remède, le virus et le vaccin, l'épée et le bouclier. La crédibilité du CRSSA, elle, se mesure à cette opinion du Dr Alain Jouan, l'un de ses biologistes, lors d'un débat au café "Science et Guerre" de Lyon : *"Il existe une barrière morale chez tout être humain et l'utilisation de l'arme biologique dépasse cette barrière : c'est pourquoi un acte terroriste de cette ampleur n'a jamais existé."*³

Le général Curé nous rassure. *"Il n'existe aucun travaux secrets chez nous"* (sic) et le laboratoire *"ne pose aucun risque en matière d'environnement"*, même si la norme P3 impose de légères précautions : *"accès restreint au personnel, combinaisons, blouses, masques, lunettes, surchaussures, gants de chirurgie, circulation de l'air de l'extérieur vers l'intérieur, clapets anti-reflux, barrières de confinement biologique, installations pour la décontamination des déchets, filtres, douches, avertisseurs d'incendies."*⁴

(Pour plus d'informations : *"Lyon, Grenoble et les armes biologiques"*, du Service civil lyonnais, sur www.piecesetmaindoeuvre.com)

- 14h45 : Minatec et Minalogic

Comme dit *Le Daubé* : *" Le rayonnement mondial " de notre " capitale internationale ", à travers ses nombreux laboratoires, centres de recherches et universités qui constituent une source inépuisable d'innovations dans laquelle la Direction Générale pour l'Armement pioche régulièrement. "*⁵

En octobre 2002 la Délégation Générale pour l'Armement (DGA) et le Commissariat à l'Energie Atomique (CEA) signaient une *"déclaration d'intention pour une coopération active dans le*

² cf *Le Daubé* du 12 octobre 2001

³ cf Mille et Une Science : www.1001-sciences.org

⁴ *Le Daubé*. 4/05/1999

⁵ *Le Daubé* 3/04/01

¹ *Libération*, 22/03/06

domaine des composants électroniques", plus particulièrement au sein de Minatec. Objectif : "satisfaire les besoins de la défense pour la veille technologique, l'accès aux technologies civiles les plus avancées et l'acquisition de technologies spécifiques". La DGA aura accès à l'observatoire des micro et nanotechnologies et à l'"IDEAS LAB", une "structure de réflexion sur les applications des technologies, pour la veille à court-moyen terme et l'évaluation de la menace". Elle sera associée aux orientations de Minatec, participera au choix des sujets de thèses, aux groupes de réflexion sur l'élaboration des programmes du CEA-LETI et cofinancera certains des programmes de recherche retenus.⁶

Les nanotechnologies, ça sert à faire la guerre : programme FELIN d'équipement du fantassin ; nanocapteurs de surveillance ; microcapsules contenant des produits chimiques corrosifs, etc. Comme le note une étude CEA/Alcimed⁷ de 2004 : dans les domaines prioritaires pour l'armée (textile, capteurs, énergie), la France "possède un savoir-faire important", et occupe "une position de leader reconnue au niveau international A titre d'exemples, le CEA-Grenoble est aujourd'hui un acteur majeur des domaines des mini et micro-sources d'énergie et de la nanoélectronique."

(Pour plus d'informations : "Aujourd'hui le Nanomonde" n°6-7 et n°11 sur www.piecesetmaindoeuvre.com)

- 17h : chantier de la nouvelle gendarmerie de Meylan

Pour mémoire c'est dans l'ancienne gendarmerie de Meylan qu'on a inauguré les prélèvements obligatoires d'ADN sur les gardés à vue, pour inscription au fichier national des empreintes génétiques⁸. A Grenoble trois "Amis de la Commune" poursuivis pour avoir déboulonné la plaque de la rue Thiers ont refusé avec courage de se laisser prendre leur ADN et deux d'entre eux ont été condamnés à cinq ans de prison avec sursis et 150 € d'amende⁹.

Chercheurs, nous vous offrons quelques lignes de l'un d'entre vous, à méditer pendant les discours de votre ministre :

"Sommes-nous animés par la prétendue "éthique de la connaissance" comme le soutiennent tant de scientifiques, ou par un sens dénaturé de notre

dignité qui nous conduirait à ne faire de mathématiques que si l'on nous paie intégralement nos frais de voyage, et de séjour dans un décor bourgeois, même si cela signifie qu'il faut mendier de l'argent à des organisations militaires qui ont tant fait afin de discréditer la science aux yeux de tant de gens ? Pouvez-vous imaginer Van Gogh disant qu'il ne peut pas peindre aussi longtemps qu'il n'obtiendra pas d'argent de l'OTAN ? Sommes-nous des intellectuels, ou des voyageurs de commerce ? (...)

Si nous croyons que nous pouvons accepter l'argent de n'importe qui pour le profit des mathématiques et/ou de nos oeuvres complètes, si nous nous comportons comme si nous étions d'accord avec les politiciens les plus corrompus, ceux qui pensent que la science et l'éducation sont simplement des branches de la Défense, comment pouvons-nous alors espérer regagner un jour le respect des jeunes ? ou de nous-mêmes ? L'ultime preuve de sincérité pour un mathématicien est son consentement à renoncer à un peu de ses mathématiques, sans parler de son argent, afin d'adhérer à son propre code de morale (en supposant qu'il en a un, et qu'il ne se réduit pas à placer les mathématiques au-dessus de tout le reste)."

Roger Godement, mathématicien, "Mathématiciens (purs) ou putains (respectueuses) ?" - 22 avril 1971

Fermez Minatec Videz les laboratoires

Toutes et tous à Grenoble le 1^{er} juin Manifestation contre l'inauguration de Minatec

Simplex Citoyens
Grenoble, 23 mars 2006

⁶ cf. www.minatec.com

⁷ Étude CEA/Alcimed, "Nanotechnologies : perspectives sur la menace et les opportunités au service du combattant", avril 2004

⁸ cf *Lyon Mag*. Nov 03. *Le Daubé*, 24/01/04

⁹ cf *Le Daubé* 22/03/06

**Retrouvez ce texte et bien d'autres sur
www.piecesetmaindoeuvre.com**